

Réf. : DSSEN92 - 2025-55

Affaire suivie par :

Nanterre, le 03/12/2025

Congé de formation professionnelle

Lorraine Dervaux, cheffe du bureau
DPEA-2

Jean-Christophe Mallet de Chauny,
gestionnaire CFP

Le directeur académique des services
de l'Éducation nationale
Directeur des services départementaux
de l'Éducation nationale des Hauts-de-Seine

Compte personnel de formation

Marine Carrié, cheffe du bureau DPEA-3
Dominique Pierre-Justin, gestionnaire CPF

à

Mesdames et messieurs les enseignants du
premier degré

Courriel : ce.dsden92.cfp-cpf@ac-versailles.fr

Tél : 01.71.14.27.51

S/C de Mesdames et messieurs les IEN

Diffusion :

Pour attribution : **A** Pour Information : **I**

Rectorat	I	INSPE
DSDEN	I	Universités et IUT
78		Gds. Etabls. Sup
91		CANOPE
A 92		CIEP
95		CIO
Circonscriptions	I	CNED
78		CREPS
91		CROUS
A 92		DDCS
95		78
Lycées		91
78		92
91		95
A 92		DRONISEP
95		INS HEA
Collèges		INJEP
78		SIEC
91		Unités pénitentiaires
A 92		UNSS
95		Associations de parents d'élèves académiques
Écoles		
78		78
91		91
A 92		92
95		95
Écoles privées		
Collèges privés		
Lycées privés		
MELH		
LYCEE MILITAIRE		
A EREA		
A ERPD		

Nature du document :

Nouveau

Modifié

Le présent document comporte :

Circulaire 9 p.
Annexe 1 p.
Total 10 p.

Objet : Campagne unique congé de formation professionnelle (CFP) et compte personnel de formation (CPF) des personnels enseignants du 1er degré - Année scolaire 2026-2027

Référence(s) :

Congé de formation

- Code général de la fonction publique
- Ordonnance n° 2020-1447 du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique
- Décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle
- Décret 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat

Compte personnel de formation

- Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017
- Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction publique, titre IV, chapitre 1er, article 58
- Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017
- Arrêté du 21 novembre 2018
- Circulaire du 10 mai 2017

NOUVEAUTÉS :

Les candidatures s'effectueront de façon dématérialisée sur la plate-forme Colibris

CALENDRIER :

Date limite de dépôt des dossiers : 25 janvier 2026

CONTACT :

CFP (bureau DPEA-2)	ce.dsden92.cfp-cpf@ac-versailles.fr
CFP (bureau DPEA-3)	
Conseiller mobilité carrière:	ce.ia92.drh-missions@ac-versailles.fr
Médecin de prévention:	ce.ia92.medecindespersonnels@ac-versailles.fr

Notre académie est engagée dans une démarche volontaire en faveur du développement professionnel de ses agents tout au long de leur carrière et quel que soit leur statut (stagiaire, titulaire ou contractuel). La politique de formation professionnelle est pour l'académie un levier de développement des compétences (actuelles et à venir) mais aussi un enjeu stratégique dans la gestion des ressources humaines et, enfin, un outil d'accompagnement du développement personnel de ses agents.

La présente circulaire a pour objet d'exposer les modalités d'organisation de la campagne unique 2026-2027 pour le congé de formation professionnelle (CFP) ainsi que le compte personnel de formation (CPF). Sont concernés les personnels enseignants du premier degré souhaitant effectuer une formation durant l'année scolaire 2026-2027.

Il convient enfin de rappeler que les informations générales relatives au CPF ainsi qu'au CFP sont accessibles via le portail de l'EAFC (<https://www.ac-versailles.fr/eafc>).

1. Principes généraux communs au congé de formation et au compte personnel de formation

1.1 Prévenir les discriminations et assurer le respect de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les modalités d'attribution du CPF et CFP doivent être conformes à la politique de prévention des discriminations du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse. Dans ce cadre, une attention particulière est portée à l'équilibre genre dans le choix des attributions de congé de formation et/ou d'utilisation du compte personnel de formation. Et ce, conformément au cadre des dispositions de l'article L132-2 du CGFP et au protocole d'accord du 8 mars 2013 modifié relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique.

L'académie s'attache donc à ce que la répartition de l'octroi des congés de formation et des accords de compte personnel de formation corresponde à la part respective des femmes et des hommes parmi les demandes, en prenant en compte leur part respective dans les effectifs du corps d'appartenance.

1.2 Accompagner individuellement et en proximité les parcours professionnels des agents

Conformément aux dispositions des lignes directrices de gestion académiques (LDGA) relatives aux promotions et à la valorisation des parcours professionnels et à la mobilité des personnels, l'académie de Versailles réaffirme sa démarche volontaire d'accompagnement des personnels tout au long de leur carrière dans leurs projets individuels d'évolution professionnelle. Elle développe, d'une part, un accompagnement continu des agents par la formation à travers le schéma directeur de la formation continue et, d'autre part, articule les dispositifs congé de formation professionnelle et compte personnel de formation pour proposer une approche globale et structurante.

Par ailleurs, l'académie de Versailles accompagne les personnels dans leurs projets individuels d'évolution professionnelle ou dans le cadre de leur reconversion, pour lesquels le congé de formation et le compte personnel de formation peuvent constituer un levier important.

Les agents peuvent solliciter un entretien avec un(e) conseiller(ère) mobilité carrière ou RH de proximité dans le but d'être accompagnés dans la construction de leur projet d'évolution professionnelle (ce.ia92.drh-missions@ac-versailles.fr). **Les demandes ayant fait l'objet d'un accompagnement par le conseiller mobilité carrière feront l'objet d'une attention particulière.**

1.3 Articuler les deux dispositifs

Le congé de formation professionnelle peut être articulé avec la mobilisation du compte personnel de formation. Les agents souhaitant bénéficier de cette articulation sont invités à le préciser dans leur dossier de candidature. Les demandes conjointes feront l'objet d'une étude coordonnée.

1.4 Un calendrier commun aux deux dispositifs

5 décembre 2025	Parution de la circulaire
25 janvier 2026 inclus	Date limite de retour des dossiers via Colibris
Avril 2026	Notification des résultats

2. Le congé de formation professionnelle (CFP)

2.1 Cadre réglementaire du congé

Les fonctionnaires peuvent bénéficier, en vue d'étendre ou parfaire leur formation personnelle, du congé de formation professionnelle mentionné au 1° de l'article L422-1 du CGFP, pour une durée maximale de trois ans, dont douze mois rémunérés, sur l'ensemble de la carrière.

Le congé permet de disposer du temps nécessaire pour suivre une formation d'au moins un mois, inscrite ou non au plan académique de formation.

Peuvent faire acte de candidature les personnels enseignants :

- en position d'activité, de congé parental, ou de disponibilité à condition de réintégrer avant leur congé de formation professionnelle,
- ayant accompli au moins trois années de service effectif dans l'administration en qualité de titulaire, de stagiaire ou d'agent non titulaire au 31 août 2025. Les services à temps partiel sont pris en compte au prorata de leur durée.

Le congé de formation professionnelle ne peut être attribué dans les deux cas suivants :

- En cas de mutation dans un autre département ;
- Aux personnels qui deviennent stagiaires dans un autre corps de la fonction publique.

Les formations ouvrant droit au congé de formation doivent être organisées par un établissement public agréé par l'Etat (arrêté du 23 juillet 1981 modifié par l'arrêté du 19 juillet 1990). Il appartient au candidat de vérifier l'agrément auprès de l'organisme avant de s'inscrire.

2.2 Régime de rémunération

Le bénéficiaire d'un congé de formation rémunéré perçoit une indemnité dont le calcul dépend de sa quotité de service et de sa situation au regard de l'accès prioritaire au congé de formation professionnelle.

a) Situation générale

Lorsque le bénéficiaire exerce à temps complet et obtient un congé de formation à temps complet, il perçoit, pendant une **période limitée à douze mois** pour l'ensemble de la carrière, une indemnité mensuelle forfaitaire égale à **85% du traitement brut et de l'indemnité de résidence** qu'il percevait au moment de sa mise en congé.

Lorsqu'il exerce à temps complet et obtient un congé de formation à mi-temps, il perçoit une rémunération à mi-temps de son traitement et 85% d'un mi-temps au titre du congé de formation.

Un bénéficiaire exerçant à temps incomplet avant son entrée en formation peut demander à être affecté à temps complet pendant son congé. Il sera, à l'issue de celui-ci, réintégré sur la quotité de service détenue avant l'obtention du congé.

b) Situation des bénéficiaires d'un accès prioritaire au congé de formation professionnelle

Les personnels suivants bénéficient d'un accès prioritaire aux actions de formation :

- L'agent public en situation de handicap, sur production de l'attestation de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) ;
- L'agent public pour lequel il est constaté, par le médecin des personnels, qu'il présente un risque d'usure en lien avec sa situation professionnelle, dans le cadre d'une reconversion.

Le bénéficiaire d'un accès prioritaire au congé de formation professionnelle peut percevoir une indemnité pendant 24 mois sur l'ensemble de la carrière, dont **douze mois indemnisés à hauteur de 100%** du traitement brut et de l'indemnité de résidence que l'agent percevait au moment de sa mise en congé ; **puis douze mois à hauteur de 85%**.

c) Dispositions communes

Dans tous les cas, l'indemnité est plafonnée à l'indice brut 650, correspondant à l'indice nouveau majoré 548, soit 2697,68€ € de salaire brut mensuel ; le supplément familial de traitement est maintenu à taux plein ; les cotisations pour la pension civile sont calculées sur la base du traitement brut afférent à l'indice que l'agent détenait au moment de sa mise en congé de formation.

Le versement de cette indemnité est subordonné à la production de l'attestation mensuelle d'assiduité.

d) Cas des agents ayant reçu un accord CFP/CPF

Dans le cas d'une demande conjointe CFP/CPF ayant reçu un accord au titre des deux dispositifs, les frais de formation sont pris en charge, au prorata des droits en heures CPF, et dans le cadre des plafonds en euros du CPF. Les frais d'inscription et les frais de transport restent entièrement à la charge des intéressés. Si les stagiaires sont inscrits à une préparation du programme académique de formation, les enseignants concernés recevront des convocations ouvrant droit au remboursement des frais de déplacement.

2.3 Effets sur la carrière

a) Pendant le congé de formation professionnelle

L'agent en congé de formation professionnelle est en position d'activité. Il conserve ses droits à avancement. La période de congé de formation professionnelle est prise en compte pour la retraite.

b) Après le congé de formation professionnelle

À la fin du congé de formation, l'agent doit exercer dans la fonction publique pendant une période **égale à trois fois** celle du congé rémunéré obtenu (dans la limite de 36 mois pour les bénéficiaires d'un accès prioritaire au congé de formation professionnelle).

Si l'agent quitte la fonction publique avant la fin de son engagement, il doit rembourser les indemnités perçues au prorata du temps de service non effectué.

2.4 L'examen des demandes

a) Les priorités

Les priorités sont les suivantes :

- **Progression de carrière par la voie des concours** permettant d'accéder à un corps ou grade supérieur ;
- **Approfondissement et perfectionnement** des connaissances permettant d'étendre et parfaire la formation continue, **préparant à de nouveaux postes ou missions académiques nécessitant des certifications ou mentions complémentaires** (CAPPEI, FLS, DNL, CAFFA...) ;
- **Accompagnement des projets de reconversion** des agents souhaitant évoluer vers un autre métier, notamment en cas de reconnaissance d'un risque d'usure professionnelle.
Cet appui est dédié aux projets d'évolution professionnelle de mobilité externe, y compris les préparations aux concours d'autres administration.

b) Barème

Les candidats sont retenus en fonction d'une part, d'un barème académique et, d'autre part, de l'appréciation sur la cohérence ainsi que la construction du parcours et du projet de formation.

S'agissant plus particulièrement du barème académique, celui-ci prend en compte :

- 1) Le nombre de demandes : 5 points par renouvellement de demande, attribués exclusivement aux demandes consécutives et dans le cadre d'un même cursus de formation ;
- 2) L'ancienneté générale en tant que professeur des écoles, arrêtée au 31/08/2025, soit 1 point par année. Les services à temps partiel sont pris en compte au prorata de leur durée, et les périodes de formation en école normale, à l'IUFM, à l'ESPE ou à l'INSPE sont exclues ;
- 3) La nature de la formation choisie :
 - **60 points pour une préparation concours** ;
 - **40 points pour une formation universitaire** ;
 - **10 points pour une autre formation (formation non diplômante ou hors éducation nationale)**.

2.5 Reports, renoncements, reliquats et congés de formation non rémunérés

- a) Les demandes de report du congé de formation doivent rester exceptionnelles et être dûment motivées par un changement imprévu de la situation personnelle (maternité, graves problèmes de santé ou financiers, notamment). Le report ne peut être accordé que pour une seule année.
- b) Les renoncements doivent être communiqués dans les meilleurs délais.
- c) Les bénéficiaires d'un congé de formation peuvent solliciter l'utilisation du reliquat de leur congé l'année suivante. Les demandes sont prioritaires dès lors qu'elles tendent à permettre la poursuite d'un même projet de formation. Les modalités d'attribution peuvent cependant varier d'une année à l'autre.
- d) Les agents ayant déjà bénéficié de 12 mois de congé de formation rémunéré peuvent solliciter un nouveau congé de formation, non rémunéré. Les demandes sont prioritaires dès lors qu'elles tendent à permettre la poursuite d'un même projet de formation. Elles sont examinées au regard des nécessités de service.

3. Le compte personnel de formation (CPF)

3.1 Cadre général du dispositif

Le dispositif du CPF doit être envisagé comme un outil majeur permettant d'appréhender les évolutions professionnelles, de faciliter les formations certifiantes et diplômantes, et plus largement de diversifier les expériences et parcours professionnels.

Le CPF est alimenté au 1^{er} janvier de chaque année à hauteur de 25 heures jusqu'au plafond de 150 heures. Il ouvre droit à un montant finançable plafonné à 1 500€ par projet et par année scolaire.

Le CPF ouvre droit à :

- Une prise en charge horaire au taux de 25€ par heure pour les formations courtes
- Une prise en charge financière forfaitaire en fonction du montant de la formation jusqu'au plafond de 1500€ par projet

Exemples :

- *Formation de 24 heures (ex. bilan de compétence et VAE) à 1 400 € : la prise en charge s'effectue au taux horaire pour 24 heures, soit 600 euros ; le montant restant sera à la charge du bénéficiaire.*
- *Formation de 135 heures à 2 000 € : en raison du plafonnement à 1 500€, la prise en charge maximale sera de ce montant bien que le coût total soit supérieur ; 500 euros seront à la charge du bénéficiaire.*

Les demandes sont accordées dans le cadre des priorités présentées ci-après dans la limite des crédits disponibles sur l'enveloppe de financement réservés aux projets d'évolution professionnelle.

3.2 Les personnels concernés

Tous les personnels, titulaires ou contractuels, disposent d'un compte CPF. Le solde est consultable sur le lien suivant : <https://www.moncompteactivite.gouv.fr/>

Les personnels doivent être en position d'activité au moment de la formation. Les personnels en congé parental peuvent former une demande de CPF uniquement en vue de réaliser un bilan de compétences ou une VAE.

Les personnels en congé de maladie / CLM / CLD, peuvent solliciter une formation ou un bilan de compétences en vue de leur réadaptation ou de leur reconversion professionnelle, sous réserve d'un avis médical favorable.

3.3 L'examen des demandes

Les demandes doivent impérativement être constituées en amont de la formation. Elles seront étudiées par le DASEN puis par la commission académique présidée par le DRH ou son représentant.

L'académie de Versailles retient trois priorités hiérarchisées comme suit :

- 1) Préparation d'une mobilité professionnelle (bilan de compétences, évolution vers de nouvelles responsabilités au sein de la fonction publique) ou d'une reconversion professionnelle ;

Les demandes des agents titulaire d'une RQTH ou visant à prévenir l'inaptitude professionnelle font l'objet d'un examen spécifique. Dès lors que le quota de 150h est atteint, un abondement supplémentaire pourra être attribué après avis du médecin des personnels, à hauteur de 150 heures et de 1000€ supplémentaire en fonction du projet de formation.

- 2) Accès à une qualification (VAE, concours, diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle...) ;
- 3) Acquisitions et développement de nouvelles compétences dans le cadre d'un projet de développement professionnel au sein de l'Education nationale.

La prise en charge financière est effectuée directement auprès de l'organisme de formation par convention entre le rectorat et l'organisme. Le paiement est effectué à l'issue de la formation sur présentation d'une attestation d'assiduité ou de présence du stagiaire.

4. Déroulement de la campagne commune

Le dépôt des candidatures se fera exclusivement en ligne à partir des adresses suivantes :

Pour le Congé de Formation Professionnelle :

<https://demarches-versailles.colibris.education.gouv.fr/dsden92-candidature-a-un-conge-de-formation-professionnelle-cfp/>

Pour le Compte Personnel de Formation :

<https://demarches-versailles.colibris.education.gouv.fr/demande-de-mobilisation-du-compte-personnel-de-formation-92/>

Il appartient à chaque candidat de compléter sa demande sur Colibris en y ajoutant les pièces nécessaires à l'examen de sa candidature :

→ **Pour le congé de formation professionnelle (CFP) :**

- Lettre de motivation
- Calendrier de formation
- Plaquette de la formation
- Attestation d'agrément de l'organisme de formation (sauf pour les établissements publics)
- Le cas échéant, précédents arrêtés de congé de formation professionnelle
- Le cas échéant, dernier courrier de refus de congé formation

→ **Pour le compte personnel de formation (CPF) :**

- Lettre de motivation ;
- CV ;
- Programme descriptif de la formation souhaitée : objectifs pédagogiques, durée, date, modalité (présentiel/distanciel) ;
- Deux devis d'organismes de formation différents (**vous trouverez en annexe les éléments constitutifs du devis, l'ensemble de ces éléments devront apparaître afin de faciliter le traitement et le financement par les services**) ;
- Copie écran du solde d'heures CPF disponible sur : <https://www.moncompteactivite.gouv.fr/>

La transmission des pièces justificatives sera réalisée uniquement par téléversement dans Colibris. Tout dossier transmis en dehors de cet outil ne sera pas traité.

5. Résultats

A l'issue de l'examen des candidatures, les candidats seront avisés des suites données à leur demande.

S'agissant des candidats retenus pour bénéficier d'un CFP, il est indiqué s'ils sont retenus sur liste principale ou sur liste complémentaire.

S'agissant des candidats retenus pour bénéficier d'un CPF, il est indiqué s'ils sont retenus sur liste principale ou sur liste complémentaire.

6. Recours

Les personnels peuvent former un recours administratif contre les décisions individuelles défavorables prises à leur encontre. La demande de recours doit être effectuée auprès du service de gestion dans les deux mois suivant la notification par l'administration.

S'agissant des recours contentieux contre une décision défavorable, il convient de souligner qu'ils sont subordonnés à l'exercice d'une médiation préalable obligatoire. Et ce, conformément à l'article 2 du décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de médiation préalable obligatoire applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux. La procédure de médiation préalable est, pour sa part, exposé par les articles L213-11 et suivants du code de justice administrative.

7. Les obligations des bénéficiaires d'un CFP ou d'un CPF

S'agissant des bénéficiaires d'un CFP, un contrôle du suivi de la formation est assuré par le service gestionnaire de l'enseignant.

Il est rappelé que le congé ne débute qu'à la date de début de la formation. L'enseignant est tenu de prendre son poste jusqu'au début du congé de formation ainsi qu'à son retour de congé.

A ce titre, le bénéficiaire d'un CFP :

- S'engage à fournir une attestation d'inscription à la formation choisie et des attestations mensuelles de présence effective en formation et/ou remise de devoirs, y compris dans le cas d'une formation dispensée par correspondance; l'attention des intéressés est attirée sur le fait que la non-production des attestations dans les délais requis ou l'interruption de la formation sans motif valable entraîne la suppression du congé accordé et le remboursement des indemnités perçues. Par ailleurs, la liquidation de l'indemnité de congé de formation ne faisant pas l'objet d'une procédure automatique, un décalage est susceptible d'intervenir dans le versement de l'indemnité. Dans ce cas, le traitement sera maintenu jusqu'au paiement de cette indemnité et il sera procédé sur les premières mensualités au retrait des sommes perçues à tort ;
- Sauf à devoir rembourser le montant de l'indemnité perçue, est tenu de rester au service de l'Etat « pendant une période dont la durée est égale au triple de celle pendant laquelle il a perçu les indemnités prévues au titre de ce congé ». Dans les conditions fixées par l'article 25 du décret précité n°2007-1470 du 15 octobre 2007 modifié, il peut être dérogé à cette obligation.

S'agissant des bénéficiaires du CPF, ils doivent fournir un devis actualisé qui permettra d'établir une convention entre l'organisme et la DSDEN.

Le devis doit être transmis au plus tard un mois avant le début de la formation et doit dater de moins de 3 mois.

A défaut, cette convention ne peut être établie et, par voie de conséquence, le montant de la dépense n'est pas pris en charge par l'administration.